



Generation
Climate
Europe

EUROPEAN PARLIAMENT

YOUTH DIALOGUE

SEMER LES GRAINES DE
DEMAIN : SOMMES-NOUS
EN VOIE DE DÉCARBONER
L'AGRICULTURE ?



Publicé: Décembre 2021



Group of the Progressive Alliance of
Socialists & Democrats
in the European Parliament



GUE/NGL
THE LEFT
IN THE EUROPEAN PARLIAMENT



epp
group
in the european parliament

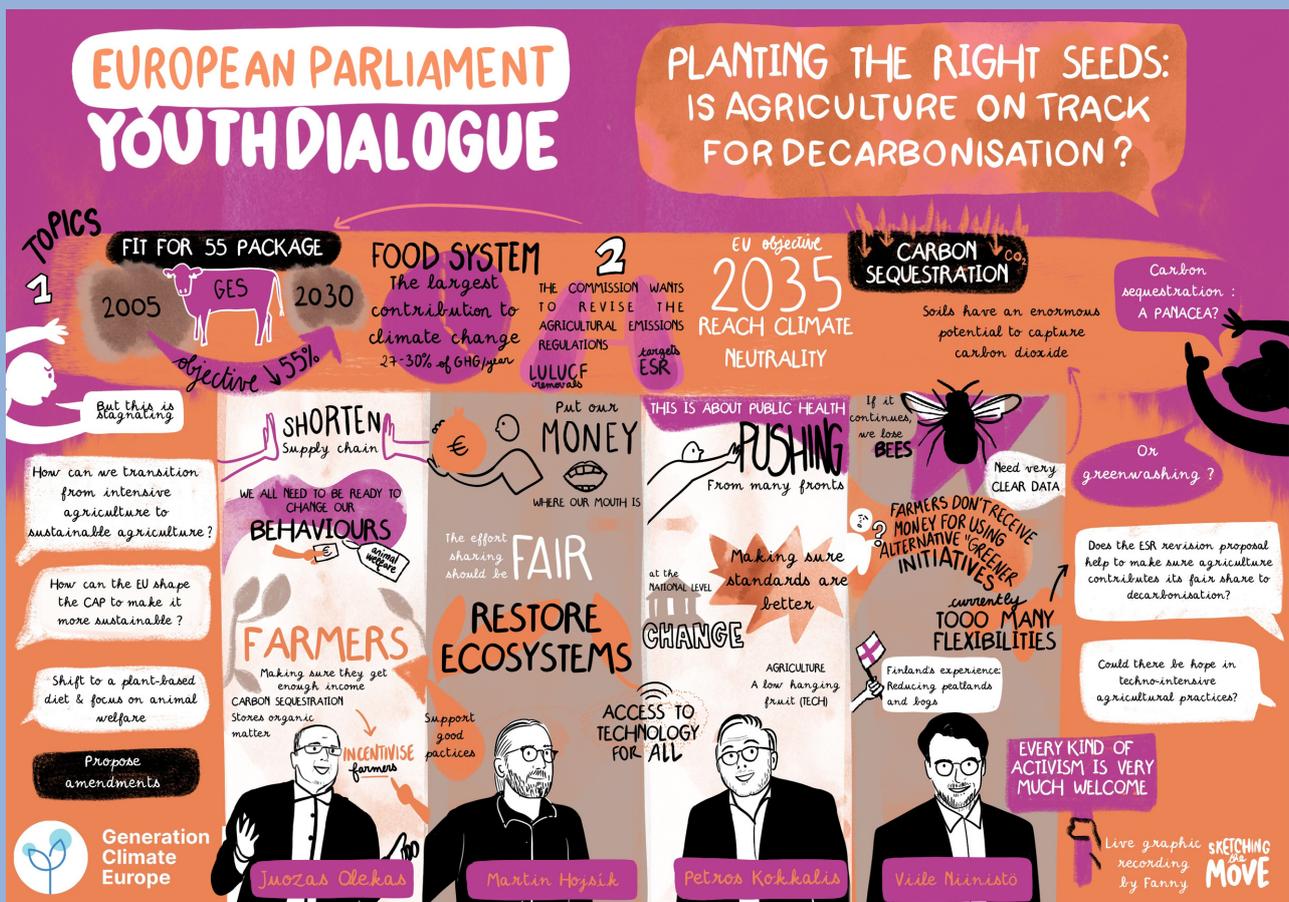


THE GREENS/EFA
in the European Parliament

**renew
europe.**

Introduction

Le 27 octobre 2021, Generation Climate Europe (GCE) a organisé son deuxième Dialogue jeunesse du Parlement européen (EPYD) avec quatre eurodéputés (MPE) des principaux groupes politiques européens pour discuter de l'avenir des systèmes agricoles et alimentaires. Le dialogue s'est concentré sur les défis liés à la décarbonisation de l'agriculture et aux révisions du cadre réglementaire des émissions agricoles, actuellement encadrées par le règlement sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF) et du règlement sur la répartition de l'effort (RRE). Grâce à l'évènement, nous avons pu formuler un certain nombre de recommandations pour faire en sorte que le secteur agricole contribue équitablement à atteindre le nouvel objectif de la Commission européenne, à savoir une réduction nette de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 dans le cadre de son paquet "Fit for 55". Elles se trouvent à la fin de la brochure.



Visual Harvesting from the session - Fanny Didou Sketching the Move

EUROPEAN PARLIAMENT YOUTH DIALOGUE

Qui sommes-nous

Fondée en octobre 2019, Generation Climate Europe est la plus grande coalition de réseaux dirigés par des jeunes au niveau européen, qui fait pression pour que l'UE prenne des mesures climatiques et environnementales plus fortes. Nous réunissons les plus grandes associations de jeunes Européens, représentant plus de 460 organisations nationales, dans 47 pays, rassemblant les voix de plus de 20 millions de jeunes Européens. En unissant les étudiants et étudiantes, les syndicats de jeunes travailleurs et de travailleuses, les organisations lycéennes et universitaires et les mouvements environnementaux, GCE est un forum inclusif permettant aux jeunes de s'impliquer dans les débats environnementaux actuels.

Qui a participé au dialogue?

Quatre eurodéputés ont participé à la discussion : Ville Niinistö (Les Verts/ALE) ; Juozas Olekas (Socialistes & Démocrates) ; Petros Kokkalis (Groupe de la Gauche au Parlement européen) ; et Martin Hojsík (Renew Europe). La représentante de GCE responsable du projet, Marie Waniowski, a modéré le Dialogue, et d'autres représentants de GCE - Mathieu Groffe et Michelle Stitz - ont joué un rôle central dans les discussions. Fanny de Sketching the Move a enregistré visuellement la discussion par le biais d'illustrations. Organisé par GCE, l'événement a été diffusé en direct et était publiquement accessible aux jeunes de toute l'Europe via Facebook, LinkedIn et YouTube, et les participants pouvaient envoyer des questions pour le panel.



Structure de l'événement

Pendant l'événement d'une heure, nous avons examiné trois principaux sujets :

1. La transition de l'agriculture intensive vers l'agriculture durable.
2. Le paquet Fit for 55 de la Commission européenne.
3. Si le stockage du carbone est vraiment une solution à la crise climatique.



Le dialogue

La voie vers une agriculture durable

Après l'ouverture par Marie Waniowski, le représentant de GCE, Mathieu Groffe, a entamé le dialogue en donnant un large aperçu de ce que représente le paquet "Fit for 55" de la Commission européenne et souligne les défis contemporains autour de la décarbonisation de notre modèle agricole actuel.

Qu'est-ce que le paquet Fit for 55 ?

Le paquet Fit for 55 de la Commission européenne vise à réduire les émissions de GES de 55 % d'ici 2030 par rapport au niveau de référence de 1990, puis à devenir un continent neutre en carbone d'ici 2050. Le paquet Fit for 55 comprend la révision de deux propositions législatives concernant l'agriculture :

1) Le règlement sur la répartition de l'effort (RRE

2) Le règlement sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF).

EUROPEAN PARLIAMENT YOUTH DIALOGUE

Le règlement RRE comprend les émissions de différents secteurs, qui représentent plus de 55 % des émissions de l'UE. Il fixe des quotas d'émissions contraignants au niveau national pour chaque État Membre.

Le règlement UTCATF compense les émissions d'autres secteurs en séquestrant les émissions de carbone et en plantant et préservant les forêts. Elle a compensé 9% des émissions de l'UE.

Cependant, depuis 2005, les réductions des émissions de CO2 de l'agriculture stagnent et celles des autres gaz à effet de serre ont probablement progressé.



Quels sont les défis contemporains de l'agriculture ?

Au cours des 50 dernières années, l'intensification et la mécanisation de l'agriculture ainsi que l'émergence de nouvelles techniques de production ont permis d'augmenter considérablement les rendements. Cependant, l'agriculture intensive épuise les services écosystémiques essentiels à la production alimentaire ainsi qu'à la santé humaine et planétaire, et c'est pourquoi elle est aujourd'hui confrontée à de nombreux défis. Les ressources nécessaires à la production sont de plus en plus rares ou difficiles d'accès, qu'il s'agisse de l'eau pour les plantes et les animaux ou du carburant qui alimente les machines.

Par conséquent, l'agriculture intensive est responsable d'une part importante de la dégradation de l'environnement.

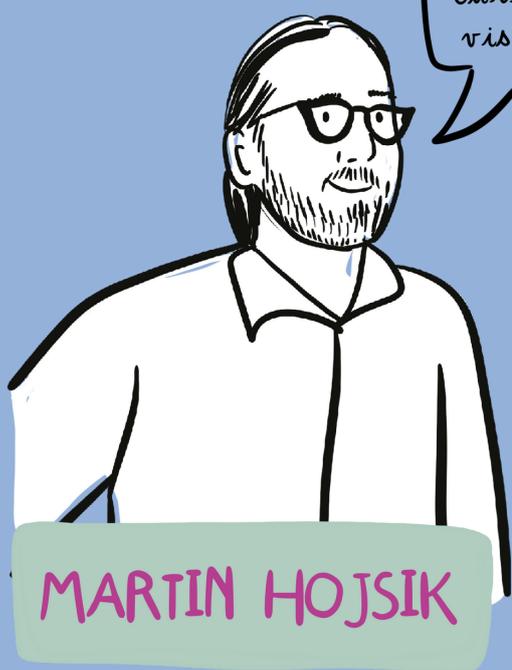
L'agriculture intensive a également des conséquences sociales importantes, notamment pour les agriculteurs, qui doivent assumer tous les risques du secteur agricole, souvent avec des revenus très faibles. Les agriculteurs doivent être compétitifs sur un marché mondial, avec des prix très volatils, et sont portés à s'endetter constamment pour être compétitifs. D'autre part, les producteurs sont témoins de nouvelles exigences, qui donnent plus de place aux considérations sociales et environnementales.

EUROPEAN PARLIAMENT YOUTH DIALOGUE

More sustainable production methods are gradually developing. They have the characteristics of limiting environmental pressure, ensuring the maintenance and prosperity of the territories, producing healthy food, and valorizing a heritage. Among the most well-known techniques, there is organic farming, which represented 8.5% of the European agricultural area in 2019.

Comment pouvons-nous passer de l'agriculture intensive à l'agriculture durable ?

Les 4 eurodéputés ont convenu que le modèle agricole européen actuel n'est pas durable et qu'une réforme structurelle est donc nécessaire. Ville Niinistö a fait un diagnostic clair des défis, en disant que toute la base de notre modèle agricole n'est pas durable, en particulier en raison des défis liés à l'élevage et à l'utilisation d'intrants (pesticides et engrais).



"The Common Agricultural Policy (...) is based on the proposal from the previous commission and I think it doesn't really reflect fully the current scientific knowledge vis a vis impact on climate"

Les 4 eurodéputés ont convenu que la réforme de la politique agricole commune (PAC) pour la période 2023-2027 n'est pas assez ambitieuse. Ils ont notamment regretté qu'en l'état, la prochaine PAC ne puisse pas atteindre les objectifs de la stratégie de l'UE "De la ferme à la table" et de la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité.

EUROPEAN PARLIAMENT

YOUTH DIALOGUE

Néanmoins, les députés européens nous ont assuré que la réforme de la PAC n'était pas terminée. En effet, avec la nouvelle réforme de la PAC, les États membres doivent préparer un plan stratégique pour mettre en œuvre cette politique au cours des prochaines années. Ainsi, cette architecture pourrait permettre d'augmenter le niveau d'ambition de la PAV et de lui donner un chance de se conformer à la stratégie de l'UE "de la ferme à la table" et à la stratégie de l'UE en matière de biodiversité. Petros Kokkalis a appelé les jeunes à s'engager dans les plans stratégiques de la PAC au niveau national, car ces plans reviendront à la commission pour être évalués.

Juozas Olekas a convenu avec d'autres eurodéputés que la réforme de la PAC n'est pas satisfaisante, mais il a également souligné la nécessité pour les consommateurs de changer leurs habitudes de consommation et leurs comportements. Comment nous mangeons ainsi que ce que nous mangeons peut en effet avoir un impact majeur sur le reste du monde, et nous devrions donc privilégier les productions locales. Juozas Olekas a également demandé aux jeunes s'ils étaient prêts à payer plus pour que nos aliments soient produits dans des conditions durables.

En réponse aux questions posées par le public, le dialogue s'est poursuivi par une discussion sur la consommation de viande et le secteur connexe de l'élevage. Ville Niinistö a souligné la nécessité de légiférer sur le bien-être des animaux. En outre, il a insisté sur les rôles des marchés publics et des politiques gouvernementales dans la transition vers des régimes végétariens. À titre d'exemple, il a mentionné le cas de la Finlande où le gouvernement subventionne encore la publicité pour la consommation de viande. Martin Hojsík et Ville Niinistö se sont accordés sur le besoin crucial de réorienter les investissements actuels de la publicité pour la consommation de viande vers la publicité pour les produits à base de protéines végétales dans le but de les rendre plus accessibles dans un avenir proche. Martin Hojsík a conclu en appelant les jeunes à agir à leur niveau dans les cantines universitaires ou scolaires pour demander des menus adaptés aux végétariens et aux végétaliens.

RRE et émissions agricoles

La représentante de GCE, Michelle Stitz, a donné un aperçu de la proposition de la Commission de réviser le règlement sur la répartition de l'effort (RRE). Alors que l'agriculture est un secteur crucial pour atteindre les engagements climatiques de l'UE, les politiques de l'UE n'ont pas réussi à réduire les émissions de ce secteur. La Cour des comptes européenne a attribué cet échec à l'absence d'objectifs de réduction des émissions pour l'agriculture, tant au niveau de l'UE qu'au niveau national (1).

Le règlement RRE fixe des objectifs annuels d'émissions de GES juridiquement contraignants pour la période 2021-2030 que chaque État Membre doit atteindre.

Cependant, il s'agit d'objectifs globaux couvrant tous les secteurs susmentionnés. En d'autres termes, les États membres peuvent choisir de concentrer leurs efforts de réduction des émissions sur certains secteurs seulement pour atteindre leur objectif(2).

Les émissions agricoles des autres gaz à effet de serre ont été largement laissées de côté pour atteindre les objectifs nationaux. Selon l'AEE, les encadrées par le règlement RRE ont diminué de près de 11 % entre 2005 et 2018, mais l'agriculture, troisième source d'émissions dans les secteurs ES, n'a contribué qu'à 1 % des réductions d'émissions, alors que le secteur du bâtiment a contribué à 50 %(3). Cela signifie que **l'architecture actuelle de ce règlement a de facto donné un laissez-passer à l'agriculture dans la lutte contre le changement climatique.**

Par conséquent, les émissions hors CO2 de l'agriculture ont stagné depuis 2005 et ont même augmenté au cours de la période 2012 - 2017. Le paquet Fit for 55 offre une occasion unique de changer cela.

Alors, comment la Commission propose-t-elle de réviser le règlement RRE dans son paquet "Fit for 55" ?

Concernant l'objectif :

40%

Avant "Fit for 55", l'objectif de réduction des émissions du règlement RRE était de 30% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990. La nouvelle proposition de la Commission fait passer l'objectif de l'UE à 40 % et augmente les objectifs nationaux en fonction de ce nouvel objectif (4).

Concernant l'utilisation des absorptions du règlement UTCATF :

Article 7

L'article 7 du règlement permet aux États membres d'utiliser les absorptions d'émissions des secteurs UTCATF pour atteindre leur objectif national en matière d'RRE (5).

Cette proposition de révision du règlement RRE contribue-t-elle à faire en sorte que l'agriculture apporte sa juste part à la décarbonisation ?

Tous les eurodéputés étaient d'accord, affirmant qu'il est absolument nécessaire de proposer des politiques fortes permettant une transition vers des pratiques plus durables dans l'agriculture, ce qui pourrait réduire les émissions de GES et l'empreinte environnementale du secteur.

Ville Niinistö et Martin Hojsík ont tous deux souligné la nécessité de restaurer les tourbières et les zones humides en Europe. Ville Niinistö a également souligné le cas de la Finlande où la transition vers des pratiques agricoles plus durables est actuellement évaluée en analysant les alternatives pour réduire l'utilisation des tourbières et des marais, deux sources élevées d'émissions de CO₂, et pour reverdir les fermes et les champs.

Selon Petros Kokkalis, les échanges tenant compte de la diversité du contexte et des écosystèmes locaux sont une question essentielle. Par exemple, par rapport à la Finlande, il n'y a pas de tourbières en Grèce, ce qui rend difficile la mesure des émissions agricoles car elles dépendent des animaux d'élevage et de la façon dont ils sont nourris.

En outre, Juozas Olekas a souligné les avantages de la séquestration du carbone, qu'il considère comme une opportunité de décarbonisation prometteuse et importante pour l'Europe puisqu'elle possède le deuxième plus grand potentiel de séquestration du carbone au monde en raison de sa masse terrestre. Selon Juozas Olekas, la séquestration du carbone par les sols agricoles pourrait restaurer la matière organique dans les sols, stimuler la fertilité des sols et augmenter la résilience des écosystèmes face aux conditions météorologiques extrêmes, des caractéristiques qui contribuent grandement à atténuer durablement les impacts du changement climatique. Le grand potentiel de séquestration du carbone dans les topsoils (couche supérieure des sols) est estimé à environ 14 milliards de tonnes de carbone, ce qui est considérablement plus important que les 4,4 milliards de tonnes de GES émises chaque année en Europe, comme le souligne Juozas Olekas.

Néanmoins, Juozas Olekas a souligné que la transition vers des pratiques plus durables dans l'agriculture doit inciter les agriculteurs locaux à s'assurer qu'ils obtiennent un revenu suffisant pour pouvoir appliquer ces programmes. Cette idée est également partagée par Martin Hojsík qui considère que le fait de soutenir les agriculteurs et de promouvoir les échanges de bonnes pratiques les motivera à mettre en œuvre les changements nécessaires dans le secteur.

En réponse aux questions posées par le public sur l'utilisation des technologies dans le secteur agricole. Petros Kokkalis a souligné que les petites exploitations agricoles sont en retard sur les avancées technologiques, malgré les opportunités que ce secteur présente en termes de séquestration du carbone, de réduction des émissions, de raccourcissement des chaînes d'approvisionnement et, globalement, de fourniture d'aliments plus nutritifs. C'est pourquoi nous devons nous assurer que les petites exploitations agricoles ont accès aux technologies qui leur permettront de rendre le secteur plus durable et qu'elles reçoivent la formation nécessaire.

Petros Kokkalis a également souligné les avantages qui pourraient découler de l'innovation de la chaîne alimentaire, soit en faisant un meilleur usage des ressources, soit en réduisant l'empreinte écologique. Il a ajouté que, quel que soit le lieu où les changements auront lieu, il faudra agir sur plusieurs fronts.

L'illusion de la séquestration du carbone comme panacée

Enfin, la représentante de GCE, Marie Waniowski, a présenté la section sur la séquestration du carbone. Les sols ont un énorme potentiel pour capturer le dioxyde de carbone, et la restauration des sols appauvris en carbone pourrait compenser l'augmentation des émissions de CO₂ dans l'atmosphère dues à la combustion de combustibles fossiles.

Qu'est-ce qui est prévu dans le paquet "Fit for 55" de la Commission ?

Compte tenu du potentiel de la séquestration du carbone pour réduire considérablement les émissions de GES, il a été décidé qu'à partir de 2031, le règlement UTCATF s'étendra aux émissions autres que le CO₂ qui étaient précédemment déclarées dans le cadre du règlement RRE afin de les combiner et de créer un secteur Agriculture, foresterie et autres affectations des terres (AFAT). L'objectif est d'atteindre la neutralité climatique pour ce secteur AFAT d'ici 2035 (6).

Quel est le problème de l'agriculture carbone et que faut-il faire ?

Bien qu'elle fasse partie intégrante du plan de la Commission européenne, cette stratégie présente également des lacunes. En effet, certains chercheurs, ainsi que des écologistes, remettent en question son véritable potentiel pour atteindre une agriculture neutre en carbone.

GCE a identifié un risque dans le paquet Fit for 55 de la Commission européenne avec la création du secteur AFAT. Avec la création de ce nouveau secteur, des incertitudes subsistent quant à savoir si un objectif combiné inciterait suffisamment tous les secteurs à réduire leurs émissions, plutôt que d'en faire supporter la majeure partie par un seul. Ainsi, **nous considérons que l'élimination des émissions de GES pour le secteur agricole doit avoir son propre objectif**, distinct des objectifs couvrant la foresterie et les autres affectations des terres (7). En d'autres termes, nous devons nous assurer qu'il n'y aura pas de flexibilité entre les différents objectifs afin de donner la bonne incitation pour que les efforts se poursuivent pour réduire les émissions de GES dans le secteur agricole.

Pour rester sous la barre des 1,5°C, nous devons à la fois réduire les émissions ET éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère. Pourtant, la nouvelle législation fait craindre que ce ne sera pas le cas.

Comment faire en sorte que les mécanismes de séquestration du carbone ne soient pas du greenwashing ?

Pour garantir que cette politique ait les effets escomptés et ne soit pas du greenwashing, Ville Niinistö considère qu'il est très important que la façon dont les objectifs sont élaborés soient solides ; chaque pays doit agir, et ces actions doivent être solidifiées par des données claires et de qualité. Il a en effet expliqué qu'il y a beaucoup de possibilités dans les nouveaux modèles d'agriculture à faible intensité carbone, mais que nous devons nous assurer que nous avons des données de qualité sur lesquelles nous pouvons baser les aides et les subventions. De plus, le greenwashing, comme la compensation des réductions d'émissions en plantant des arbres ailleurs, ne peuvent pas être autorisés.

Martin Hojsík défend l'idée que l'exactitude du système doit être bien réfléchi, ce qui devrait être fait de manière indépendante et appropriée, et ne pas être laissé aux États membres. De plus, cela devrait être complété par un système de motivation approprié qui évite que certains pays portent le fardeau, tandis que d'autres ne font rien. Pour cela, il faut que la répartition des efforts soit faite de manière équitable, où chacun apporte sa part.

RECOMMANDATIONS

Règlement sur la répartition de l'effort

- GCE demande des **objectifs sectoriels pour chaque secteur couvert par le règlement RRE**, y compris l'agriculture. GCE craint que le maintien d'objectifs agrégés pour tous les secteurs donne un passe-droit à l'agriculture dans la lutte contre le changement climatique.
- Une amélioration de la gouvernance et des règles de conformité est nécessaire au niveau des États membres. Par conséquent, GCE affirme que des **objectifs nationaux contraignants de réduction des émissions pour l'agriculture** sont nécessaires pour mener la transition urgente vers une agriculture respectueuse du climat de manière équitable et durable.

Règlement UTCATF

- GCE reconnaît que l'agriculture peut être un levier pour lutter contre le changement climatique en maximisant son potentiel de stockage du carbone, mais recommande de **se concentrer sur toutes les réductions possibles avant de promouvoir la séquestration**. Il est crucial que la révision des règlements RRE et UTCATF ne permette pas de compenser l'éventuel manque de réduction des émissions de GES par les puits naturels.
- GCE craint que la création d'un secteur de l'agriculture, de la foresterie et des autres affectations des terres (AFAT) n'incite pas suffisamment tous les secteurs à réduire leurs émissions. Ainsi, nous considérons que **l'élimination des émissions de GES pour le secteur agricole devrait avoir son propre objectif afin d'éviter les flexibilités avec les autres secteurs**.

Sustainable Food Systems

- Le paquet Fit for 55 doit reconnaître l'importance d'une transition vers **l'agroécologie** liée à un changement de régime alimentaire et à d'autres mesures comme le développement de l'agroforesterie et la restauration des tourbières.
- GCE attire l'attention sur le fait que des efforts spécifiques sont nécessaires pour le **secteur de l'élevage**. GCE affirme que les politiques publiques devraient soutenir un **changement vers des régimes alimentaires plus végétalisés** et cesser de promouvoir la consommation de viande.

- La **politique agricole commune** devrait être alignée sur les objectifs du **paquet Fit for 55** et sur l'ambition du **Green Deal** européen.
- GCE note que l'**action climatique dans l'agriculture** devrait intégrer les **questions de biodiversité, le bien-être animal, les questions sociales et la multifonctionnalité des services écosystémiques** afin de générer des avantages multiples (8).

Le processus d'élaboration de ces recommandations

Nous avons formulé nos recommandations en consultant les jeunes, en étudiant les rapports scientifiques d'autres ONG soucieuses de l'environnement et grâce aux réunions que nous avons tenues avec des spécialistes du secteur alimentaire et agricole du Bureau européen de l'environnement, le plus grand réseau d'organisations citoyennes environnementales d'Europe. La possibilité de délibérer avec les députés européens sur les questions en jeu a également été cruciale pour affiner notre position.

En conclusion, nos recommandations visent à contribuer à faire de cette prochaine révision des règlements RRE et UTCATF un succès, et ainsi aider l'UE à atteindre ses objectifs climatiques pour 2030 et un système alimentaire plus respectueux de la nature et des personnes. Notre objectif est de faire en sorte que la voix des jeunes soit présente dans les discussions sur le paquet Fit for 55 de la Commission européenne et notre transition vers la neutralité climatique et un système alimentaire durable.

Notes de fin

- (1) Special report 16/2021: Common Agricultural Policy and climate: Half of EU climate spending but farm emissions are not decreasing
- (2) [Beyond-Net-zero-emissions-in-agriculture.pdf](https://www.kinstacdn.com/Content/Uploads/2021/02/Beyond-Net-zero-emissions-in-agriculture.pdf) (kinstacdn.com) p.4
- (3) <https://www.eea.europa.eu/themes/climate/trends-and-projections-in-europe/national-action-across-all-sectors>
- (4) Member States contribute to the overall EU reduction in 2030 with targets ranging from -10% to -50% below 2005 levels. Proposal_ESR - Google Docs p.3
- (5) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32018R0841&rid=1>
- (6) 2030 Climate Target: Review of LULUCF Regulation Background paper for the workshop of the ENVI Committee on 25/05/2021. Retrieved from :
https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/233827/Background_paper_LULUCF_Regulation_2030_Climate_target.pdf
- (7) European Environmental Bureau. (n.d.). EEB's additional information document to the questionnaires on the revision of the Effort Sharing and Land use, land use change and forestry regulations. Retrieved from https://mk0eeborgicuyptuf7e.kinstacdn.com/wp-content/uploads/2021/02/EEB-Additional-Information-Document_ESR-and-LULUCF-questionnaires.pdf
- (8) Aubert, P.-M., Gardin, B., Aillot, C., (2021). Towards a just transition of food systems. Challenges and policy levers for France, IDDRI



Remerciements

Le Dialogue jeunesse & Parlement européen est une série de trois événements entre les jeunes et le Parlement Européen en 2021. Il est organisé et coordonné par Generation Climate Europe, avec le soutien opérationnel de Youth and Environment Europe. Il est également soutenu par les cinq principaux groupes politiques du Parlement Européen : les Verts / l'Alliance libre européenne (Greens/EFA) ; la Gauche (GUE/NGL) ; les Socialistes et Démocrates (S&D) ; le Parti populaire européen (PPE) ; et Renew Europe.

Contributions

Coordiné par

Matthew Harris

Publicé: Décembre 2021

Contributions par

Anna Townsend

Bertille Bon

Leoni-Almaz Reusing

Maria Brito

Mathieu Groffe

Micaela Holmberg

Mia Mancini

Maria Silvia Romanin

Michelle Sitz

Marta Toborek

Marie Waniowski

Designed by

Fanny Didou (Sketching the Move)

Traductions par [Ambra Translations](#)

Dessins par Fanny Didou (Sketching the Move)

Visual Identity designed by Isabel Ruiz Abascal

Suggested citation: Generation Climate Europe (2021). *European Parliament Youth Dialogue on Planting the Right Seeds: Are we on track for Decarbonisation?* Brussels: GCE.

Tous droits réservés © 2021 Generation Climate Europe